

**CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS  
DE BELGIQUE**

SESSION EXTRAORDINAIRE 2010

22 septembre 2010

**PROPOSITION DE LOI**

**modifiant la loi du 30 juin 1994  
relative au droit d'auteur  
et aux droits voisins  
en vue d'améliorer  
le statut juridique de l'auteur**

(déposée par Mme Liesbeth Van der Auwera  
et M. Jef Van den Bergh)

**BELGISCHE KAMER VAN  
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS**

BUITENGEWONE ZITTING 2010

22 september 2010

**WETSVOORSTEL**

**tot wijziging van de wet van 30 juni  
1994 betreffende het auteursrecht  
en de naburige rechten,  
met het oog op het verbeteren  
van de rechtspositie van de auteur**

(ingedien door mevrouw Liesbeth  
Van der Auwera en de heer Jef Van den Bergh)

**RÉSUMÉ**

*Cette proposition de loi vise à améliorer la protection des droits des auteurs lors de la conclusion d'un contrat d'auteur avec un éditeur. Elle veille ainsi à un juste équilibre entre les droits des auteurs, d'une part, et ceux de l'éditeur, d'autre part.*

**SAMENVATTING**

*Dit wetsvoorstel strekt ertoe de rechten van auteurs beter te beschermen bij het sluiten van een auteurscontract met een uitgever. Aldus wordt gestreefd naar een rechtvaardig evenwicht tussen de rechten van de auteurs, enerzijds, en die van de uitgever, anderzijds.*

0202

N-VA	:	Nieuw-Vlaamse Alliantie
PS	:	Parti Socialiste
MR	:	Mouvement Réformateur
CD&V	:	Christen-Democratisch en Vlaams
Ecolo-Groen!	:	Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
Open Vld	:	Open Vlaamse liberalen en democraten
sp.a	:	socialistische partij anders
VB	:	Vlaams Belang
cdH	:	centre démocrate Humaniste
LDD	:	Lijst Dedecker
PP	:	Parti Populaire
Abréviations dans la numérotation des publications:		
DOC 53 0000/000:	Document parlementaire de la 53 <sup>ème</sup> législature, suivi du n° de base et du n° consécutif	DOC 53 0000/000: Parlementair document van de 53 <sup>e</sup> zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA:	Questions et Réponses écrites	QRVA: Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV:	Version Provisoire du Compte Rendu intégral (couverture verte)	CRIV: Voorlopige versie van het Integraal Verslag (groene kaft)
CRABV:	Compte Rendu Analytique (couverture bleue)	CRABV: Beknopt Verslag (blauwe kaft)
CRIV:	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes) (PLEN: couverture blanche; COM: couverture saumon)	CRIV: Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen) (PLEN: witte kaft; COM: zalmkleurige kaft)
PLEN:	Séance plénière	PLEN: Plenum
COM:	Réunion de commission	COM: Commissievergadering
MOT:	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT: Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)

Publications officielles éditées par la Chambre des représentants	Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers
<p>Commandes:            Place de la Nation 2            1008 Bruxelles            Tél. : 02/ 549 81 60            Fax : 02/549 82 74  <a href="http://www.laChambre.be">www.laChambre.be</a>            e-mail : <a href="mailto:publications@laChambre.be">publications@laChambre.be</a></p>	<p>Bestellingen:            Natieplein 2            1008 Brussel            Tel. : 02/ 549 81 60            Fax : 02/549 82 74  <a href="http://www.deKamer.be">www.deKamer.be</a>            e-mail : <a href="mailto:publicaties@deKamer.be">publicaties@deKamer.be</a></p>

## DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

La présente proposition de loi reprend, en l'adaptant, le texte de la proposition de loi DOC 52 2491/001.

L'on ne soulignera jamais assez combien les auteurs apportent une contribution fondamentale à la société de l'information et, partant, au bien-être économique et social de tout un chacun. Ils sont une source d'inspiration pour le développement de la connaissance, de la littérature et de l'art, générant ainsi une valeur ajoutée économique qui soutient l'État-providence. La créativité des auteurs mérite dès lors d'être encouragée. C'est sur cette idée qu'est basée la loi de 1994 relative au droit d'auteur.<sup>1</sup>

En principe, les auteurs bénéficient d'une large protection du droit d'auteur sur leur œuvre, que ce soit sur le plan des droits moraux ou sur le plan des droits patrimoniaux.

Seul l'auteur a le droit (patrimonial) de (faire) reproduire son œuvre, de la (faire) traduire ou adapter, de la prêter, de la louer, de la communiquer au public et de la distribuer.<sup>2</sup>

De même, l'auteur jouit en principe de droits moraux inaliénables sur son œuvre, comme le droit à la paternité ou au respect de l'œuvre, etc.<sup>3</sup>

Excellente réglementation s'il en est... jusqu'au moment où les auteurs concluent un contrat d'auteur avec un éditeur, car tous ces droits — et en particulier les droits patrimoniaux — peuvent être cédés. Dans ce cas, les auteurs perdent ces droits, qui passent dans "le patrimoine" de l'éditeur. Les éditeurs sont d'ailleurs de plus en plus nombreux à faire partie d'entreprises multinationales, caractérisées par un processus décisionnel centralisé, généralement dans des sièges principaux éloignés. Ces multinationales sont assistées par les meilleurs juristes.

La plupart du temps, les auteurs sont seuls face à ces entreprises et ils ne connaissent généralement pas bien la loi relative au droit d'auteur ni son mode d'application dans la pratique. Les auteurs signent volontiers les conventions qu'ils concluent avec des éditeurs, car ce qu'ils souhaitent avant tout, c'est que leur livre, leur article ou leur contribution soit publié, diffusé sur l'Internet et, surtout, lu. Ils signent généralement ce qui

## TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Dit wetsvoorstel neemt, met een aantal aanpassingen, de tekst over van wetsvoorstel DOC 52 2491/001.

Er kan niet voldoende onderstrept worden dat auteurs een fundamentele bijdrage leveren aan de informatiemaatschappij en meteen tot de economische en sociale welvaart van allen. Zij inspireren de ontwikkeling van kennis, letterkunde en kunst en via de toepassing ervan leveren zij een economische toegevoegde waarde welke de welvaartsstaat schraagt. De creativiteit van auteurs verdient derhalve aanmoediging. De wet van 1994 op de auteursrechten is op dat idee gestoeld.<sup>1</sup>

In beginsel genieten auteurs een ruime auteursrechtelijke bescherming op hun werk, zowel qua morele rechten als vermogensrechten.

Alleen de auteur heeft het (vermogens)recht zijn werk te (laten) reproduceren, te (laten) bewerken of vertalen, zijn werk uit te lenen, te verhuren, het aan het publiek mee te delen en te distribueren.<sup>2</sup>

De auteur heeft eveneens in principe onvervreembare morele rechten, zoals het recht op het vaderschap, het recht op eerbied voor zijn werk...<sup>3</sup>

Een uitstekende regeling ... tot wanneer de auteurs een auteurscontract met een uitgever sluiten. Want al die rechten — en vooral de vermogensrechten — kunnen worden overgedragen. Dan zijn de auteurs die rechten kwijt: die gaan over naar "het vermogen" van de uitgever. Uitgevers maken trouwens meer en meer deel uit van multinationale ondernemingen, gekenmerkt door centralisatie van de besluitvorming, meestal in afgelegen hoofdkwartieren. Deze multinationals worden bijgestaan door de beste juristen.

Auteurs staan er veelal alleen voor. Zij zijn door de bank genomen niet vertrouwd met de wet op de auteursrechten en hoe daar in de praktijk wordt mee omgegaan. Auteurs sluiten overeenkomsten met uitgevers, die ze graag ondertekenen. Want auteurs wensen in de eerste plaats dat hun boek, hun artikel, hun bijdrage gepubliceerd, op het web gezet en vooral gelezen worden. Zij ondertekenen meestal wat hen wordt voorgelegd, met

<sup>1</sup> *Moniteur belge* du 27 juillet 1994.

<sup>2</sup> Article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>.

<sup>3</sup> Article 1<sup>er</sup>, § 2.

<sup>1</sup> *Belgisch Staatsblad*, 27 juli 1994.

<sup>2</sup> Artikel 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>.

<sup>3</sup> Artikel 1, § 2.

leur est présenté, sans avoir voix au chapitre — ou si peu — car, s'ils ne le font pas, leur œuvre risque de ne pas être publiée.

La loi de 1994 contient néanmoins quelques dispositions générales relatives aux contrats d'auteur.<sup>4</sup> En vertu de la loi, ces conventions doivent être écrites; les accords verbaux ne sont donc pas valables. En outre, pour chaque mode d'exploitation de l'œuvre, la rémunération de l'auteur, l'étendue et la durée de la cession doivent être déterminées expressément.

La loi prévoit que de telles dispositions contractuelles, impliquant la cession de droits, sont de stricte interprétation, donc en faveur de l'auteur.

Par ailleurs, la cession de droits concernant des formes d'exploitation encore inconnues est nulle.

De plus, la cession d'œuvres futures n'est valable que pour un temps limité et "pour autant que les genres des œuvres sur lesquelles porte la cession soient déterminés".

D'autre part, la loi relative au droit d'auteur prescrit quelques règles spécifiques applicables à la relation auteur-éditeur. Ainsi, le contrat d'édition doit indiquer le nombre minimum d'exemplaires constituant le premier tirage<sup>5</sup> et il est exigé que l'éditeur produise ou fasse produire les exemplaires de l'œuvre dans le délai convenu.<sup>6</sup> La rémunération de l'auteur doit également être proportionnelle aux recettes brutes de l'éditeur.<sup>7</sup> Un règlement d'écoulement incluant une possibilité de rachat à l'expiration du contrat est également prévu<sup>8</sup> et un relevé doit être envoyé à l'auteur au moins une fois l'an.<sup>9</sup> Enfin, la loi prévoit également des règles applicables en cas de résolution du contrat<sup>10</sup> et en cas de faillite de l'éditeur.<sup>11</sup>

Mais en dehors de cela, tout est possible et rien n'est balisé.

Comme nous l'avons dit, l'auteur signe une convention qui lui est présentée et qui a été rédigée par l'éditeur et ses conseillers. Il s'agit de *facto* de contrats d'adhésion, à prendre ou à laisser, surtout pour les auteurs débutants.

<sup>4</sup> Article 3.

<sup>5</sup> Article 25.

<sup>6</sup> Article 26, § 1<sup>er</sup>.

<sup>7</sup> Article 26, § 2.

<sup>8</sup> Article 27.

<sup>9</sup> Article 28.

<sup>10</sup> Article 29.

<sup>11</sup> Article 30.

weinig of geen inspraak. Zoniet wordt hun werk even-tueel niet gepubliceerd.

Wel bevat de wet van 1994 enkele algemene bepalingen in verband met auteurscontracten.<sup>4</sup> Deze overeenkomsten, zo luidt de wet, moeten schriftelijk zijn; mondelinge afspraken tellen dus niet. Daarenboven moet voor elke exploitatiewijze van het werk de vergoeding van de auteur, de reikwijdte en de duur ervan uitdrukkelijk bepaald worden.

Dergelijke contractuele bedingen, waarbij rechten overgedragen worden, moeten luidens de wet restrictief geïnterpreteerd worden, dus ten voordele van de auteur.

Ook is de overdracht van rechten betreffende nog ongekende exploitatievormen nietig.

Daarenboven is de overdracht van toekomstige werken slechts geldig voor een bepaalde tijd en "voor zover het genre van de werken waarop de overdracht betrekking heeft, bepaald is".

Verder schrijft de auteurswet enkele specifieke regels voor die van toepassing zijn op de verhouding auteur-uitgever. Zo moet het contract bepalen uit hoeveel exemplaren de eerste oplage minimum zal bestaan<sup>5</sup> en wordt er vereist dat de uitgever het werk binnen een overeengekomen termijn moet (laten) produceren.<sup>6</sup> Ook moet de auteursvergoeding in verhouding staan tot de bruto-inkomsten van de uitgever.<sup>7</sup> Verder wordt er in een sell-offregeling voorzien met afkoopmogelijkheid na afloop van het contract<sup>8</sup>, en moet volgens de wet minstens éénmaal per jaar een afrekening worden gestuurd aan de auteur.<sup>9</sup> Ten slotte zijn er nog regels die gelden in het geval van ontbinding van de overeenkomst<sup>10</sup> en bij faillissement van de uitgever.<sup>11</sup>

Maar daarbuiten staat alles evenwel open en is alles vrij.

De auteur ondertekent, zoals gezegd, een overeenkomst welke hem wordt voorgelegd en die door de uitgever en zijn raadgevers is opgesteld. *De facto* gaat het om toetredingscontracten, te nemen of te laten, zeker voor beginnende auteurs.

<sup>4</sup> Artikel 3.

<sup>5</sup> Artikel 25.

<sup>6</sup> Artikel 26, § 1.

<sup>7</sup> Artikel 26, § 2.

<sup>8</sup> Artikel 27.

<sup>9</sup> Artikel 28.

<sup>10</sup> Artikel 29.

<sup>11</sup> Artikel 30.

L'auteur moyen ne signe d'ailleurs que quelques-unes de ces conventions au cours de sa vie. Le plus souvent, il n'est qu'un parfait amateur en la matière. En outre, les conventions types sont généralement rédigées sur commande et sur mesure pour l'éditeur. On ne mord pas la main .... Comme nous l'avons dit, les éditeurs actifs en Belgique font très souvent partie d'entreprises multinationales dont le but est la maximalisation des profits. Il arrive même que la loi ne soit pas respectée. Ainsi, seules quelques conventions mentionnent le tirage exact. Bien que la loi relative au droit d'auteur prévoie la nullité de certaines clauses contraires à la loi, cette nullité n'est que relative. L'auteur peut la couvrir lorsqu'il ne l'invoque pas à temps, de sorte que, dans les faits, les dispositions en question restent valables.

Une étude portant sur 110 contrats d'auteurs conclus avec une cinquantaine d'éditeurs<sup>12</sup> révèle que de très nombreuses conventions prévoient sans scrupules que la quasi-totalité des droits d'auteur possibles, tant présents que futurs, revient à l'éditeur. Ces droits sont valables jusqu'à 70 ans après la mort de l'auteur, dans le monde entier et dans toutes les langues.

Il s'agit également de droits dont on sait ou dont on devrait savoir qu'ils ne seront raisonnablement jamais exploités, comme les droits d'adaptation à l'écran dans le cas d'une œuvre purement technique et juridique. La disposition de la loi relative au droit d'auteur<sup>13</sup> qui prévoit que le cessionnaire du droit est tenu d'assurer l'exploitation de l'œuvre conformément aux usages honnêtes de la profession est vague et, dès lors, sujette à interprétation.

D'autres conventions encore demandent un privilège non seulement pour des œuvres futures mais aussi pour des idées futures de l'auteur ou des auteurs concernés.

En résumé, il faut veiller à un juste équilibre entre les droits des auteurs, d'une part, et ceux de l'éditeur, d'autre part.

À cet effet, il convient d'expliciter certains points de la loi de 1994.

De doorsnee-auteur ontertekent trouwens maar enkele van die overeenkomsten in zijn leven. Hij is ter zake veelal een volslagen amateur. Modelovereenkomsten zijn daarenboven meestal op bestelling en op het lijf van de uitgever geschreven. Wiens brood men eet ... . Zoals gezegd, maken de uitgevers, die in België opereren, in heel wat gevallen deel uit van multinationale ondermengen, die echt het onderste uit de kan willen halen. In bepaalde gevallen wordt de wet zelfs niet nageleefd. Zo wordt slechts in enkele overeenkomsten de juiste oplage afgesproken. De auteurswet voorziet wel in een nietigheid van bepaalde met de wet strijdige bedingen, maar die nietigheid is slechts relatief. De auteur kan die nietigheid dekken wanneer hij ze niet tijdig inroeft. Zo worden deze bepalingen *de facto* toch geldig.

Uit een onderzoek van 110 auteurscontracten met een 50-tal uitgevers<sup>12</sup>, blijkt dat heel wat overeenkomsten, zonder scrupules, ongeveer alle mogelijke auteursrechten, zowel huidige als toekomstige, ten voordele van de uitgever binnenrijven. Die rechten gelden tot 70 jaar na de dood van de auteur, voor de hele wereld en voor alle talen.

Het gaat ook om rechten, waarvan men weet of moet weten dat die redelijkerwijze nooit uitgebaat zullen worden, zoals de filmrechten in geval van een zuiver technisch en juridisch werk. De bepaling in de auteurswet<sup>13</sup> die stelt dat de verkrijger van het auteursrecht het werk overeenkomstig de eerlijke beroepsgebruiken moet exploiteren is vaag en derhalve voor interpretatie vatbaar.

Nog andere overeenkomsten vragen een voorrecht niet alleen voor toekomstige werken, maar zelfs met betrekking tot toekomstige ideeën van de betrokken auteur(s).

Kortom, er dient te worden gezorgd voor een rechtvaardig evenwicht tussen de rechten van de auteurs, enerzijds, en die van de uitgever, anderzijds.

Daartoe dient de wet van 1994 op bepaalde punten geëxpliciteerd te worden.

<sup>12</sup> R. Blanpain (ed.), E. Vanheusden, E. Verraes et M. Verroken, "Auteurscontracten voor educatieve en wetenschappelijke uitgaven", VanDen Broele, 2009, Bruges, p. 143- 261.

<sup>13</sup> Article 3, § 1<sup>er</sup>, alinéa 5.

<sup>12</sup> R. Blanpain (ed), E. Vanheusden, E. Verraes en M. Verroken, "Auteurscontracten voor educatieve en wetenschappelijke uitgaven", Van Den Broele, 2009, Brugge, blz. 143- 261.

<sup>13</sup> Artikel 3, § 1, vijfde lid.

## COMMENTAIRE DES ARTICLES

### Art. 2

Cet article modifie plusieurs points de l'article 3 de la loi relative au droit d'auteur.

Il introduit une présomption légale selon laquelle une convention conclue entre un auteur et un éditeur est qualifiée de convention d'édition. Il s'agit d'une présomption *iuris tantum*, l'éditeur pouvant fournir la preuve contraire.

Ensuite, une interdiction de cession est prévue en ce qui concerne les rémunérations provenant des droits qui reviennent légalement à l'auteur, comme le droit de prêt, de reprographie, de copie privée et de traitement numérique, à l'exception de l'usage à des fins d'illustration de l'enseignement et à des fins de recherche scientifique.

En outre, cet article prévoit une interdiction de cession d'œuvres futures.

La proposition de loi maintient les possibilités d'exception prévues par la loi pour la cession de certains droits patrimoniaux dans le cadre d'un contrat de travail ou d'un statut, ou dans le cadre de l'exécution d'une commande.

Enfin, la nullité relative des clauses contractuelles contraires à la loi sur le droit d'auteur, qui ne produisent pas d'effet *de facto*, est remplacée par une nullité absolue.

### Art. 3

Cet article dispose que la convention d'édition doit indiquer clairement le nombre d'exemplaires qui reviennent personnellement à l'auteur.

L'exception selon laquelle cette obligation ne s'applique pas si la convention d'édition prévoit un minimum garanti de droits d'auteur à charge de l'éditeur est supprimée.

### Art. 4

Cet article fait en sorte que les droits cédés reviennent à nouveau à l'auteur s'ils ne sont pas exploités dans un délai de douze mois suivant la conclusion de la convention d'édition. Ce délai peut éventuellement être prolongé jusqu'à 15 mois maximum après la conclusion

## ARTIKELSGEWIJZE TOELICHTING

### Art. 2

Dit artikel wijzigt artikel 3 van de auteurswet op enkele punten.

Er wordt een wettelijk vermoeden ingevoerd dat een overeenkomst gesloten tussen een auteur en een uitgever gekwalificeerd wordt als een uitgave-overeenkomst. Het betreft een vermoeden *iuris tantum*; de uitgever kan het tegenbewijs leveren.

Vervolgens wordt in een verbod van overdracht voorzien met betrekking tot de vergoedingen die voortkomen uit de rechten die wettelijk aan de auteur toekomen, zoalsleenrecht, reprografierecht, inzake thuiskopie en digitale uitzondering onderwijs en wetenschappelijk onderzoek.

Daarnaast wordt eveneens in een verbod van overdracht van toekomstige werken voorzien.

Het wetsvoorstel behoudt de wettelijk voorziene uitzonderingsmogelijkheden voor de overdracht van bepaalde vermogensrechten in het kader van een arbeidsovereenkomst of statuut, of in het kader van de uitvoering van een bestelling.

Ten slotte wordt de relatieve nietigheid van contractuele bedingen die strijdig zijn met de auteurswet, en die *de facto* geen effect resorteert, vervangen door een absolute nietigheid.

### Art. 3

Dit artikel bepaalt dat de uitgave-overeenkomst duidelijk moet aangeven hoeveel exemplaren de auteur zelf toekomen.

De uitzondering, waarin wordt gesteld dat die verplichting niet geldt indien de uitgave-overeenkomst voorziet in een gewaarborgd minimum van auteursrechten ten laste van de uitgever, wordt afgeschaft.

### Art. 4

Het artikel zorgt ervoor dat de overgedragen rechten de auteur terug toekomen indien die niet worden uitgebaat binnen een periode van twaalf maanden na het sluiten van de uitgave-overeenkomst. Die periode kan eventueel verlengd worden tot maximaal 15 maanden

de la convention d'édition. Les droits sont cessibles pendant une période (renouvelable) de cinq ans au maximum.

Il n'est plus possible de déroger contractuellement à la disposition prévoyant que l'éditeur doit verser à l'auteur une rémunération proportionnelle aux recettes brutes.

#### Art. 5

Cet article vise à instaurer un décompte clair et transparent (indiquant le nombre d'exemplaires vendus, le calcul de la rémunération de l'auteur par mode d'exploitation et le chiffre d'affaires) et un paiement de la rémunération de l'auteur au plus tard dans les trente jours suivant la fin de l'année à laquelle la rémunération se rapporte.

En cas de paiement tardif, un intérêt de retard au moins égal au taux d'intérêt légal en matière civile (actuellement 5,5 %) est dû, après une mise en demeure écrite<sup>14</sup>. Une dérogation contractuelle prévoyant un intérêt de retard inférieur n'est dès lors pas possible.

L'auteur a également le droit de demander par écrit les pièces comptables à l'éditeur afin de contrôler les données le concernant. Il peut également céder ce droit de contrôle à une société de gestion de droits d'auteur.

#### Art. 6

Une disposition pénale est prévue afin de favoriser le respect des nouvelles dispositions légales.

na sluiting van de uitgave-overeenkomst. De rechten kunnen maximum voor een (verlengbare) periode van vijf jaar worden overgedragen.

Een contractuele afwijking op de bepaling dat de uitgever de auteur een vergoeding moet uitkeren welke in verhouding staat tot de bruto-ontvangsten, is niet langer mogelijk.

#### Art. 5

Dit artikel beoogt een klare en duidelijke afrekening (met aanduiding van het aantal verkochte exemplaren, de berekening van de vergoeding voor de auteur per exploitatiewijze en de omzet) en een betaling van de auteursvergoeding ten laatste binnen dertig dagen na het einde van het jaar waarop de vergoeding betrekking heeft.

In geval van laattijdige betaling is na een schriftelijke ingebrekestelling een nalatigheidsinterest verschuldigd die minstens gelijk is aan de wettelijke rentevoet in burgerlijke zaken (thans 5,5 percent).<sup>14</sup> Een contractuele afwijking die in een lagere nalatigheidsinterest voorziet is aldus niet mogelijk.

De auteur heeft tevens het recht om schriftelijk de boekhoudkundige stukken bij de uitgever op te vragen ter controle van de op hem betrekking hebbende gegevens. Hij kan dit controlerecht ook overdragen aan een auteursvereniging.

#### Art. 6

Teneinde de naleving van de nieuwe wettelijke bepalingen te bevorderen wordt een strafbepaling uitgevaardigd.

Liesbeth VAN DER AUWERA (CD&V)  
Jef VAN DEN BERGH (CD&V)

<sup>14</sup> L'article 2 de la loi du 5 mai 1865 relative au prêt à l'intérêt détermine la méthode de calcul du taux de l'intérêt légal en matière civile et en matière commerciale. L'administration générale de la Trésorerie du SPF Finances publie le taux d'intérêt légal applicable pendant l'année civile en cours au *Moniteur belge* dans le courant du mois de janvier. Pour l'année 2009, le taux d'intérêt légal en matière civile s'élevait à 5,5 % (cf. l'avis relatif au taux d'intérêt légal du 16 janvier 2009, *Moniteur belge* du 16 janvier 2009, p. 02717). Le taux d'intérêt légal en matière sociale et fiscale est fixé à 7 % conformément à l'article 2, § 3, de la loi précitée.

<sup>14</sup> Artikel 2 van de wet van 5 mei 1865 betreffende de lening tegen interest bepaalt de methode aan de hand waarvan de wettelijke interestvoet in burgerlijke en handelszaken wordt berekend. De algemene administratie van de Thesaurie van de FOD Financiën maakt in de maand januari de wettelijke interestvoet die tijdens het lopende kalenderjaar van toepassing is, bekend in het *Belgisch Staatsblad*. Voor het jaar 2009 bedraagt de wettelijke interestvoet in burgerlijke zaken 5,5 percent (Zie mededeling over de wettelijke interestvoet van 16 januari 2009, *Belgisch Staatsblad* van 16 januari 2009, blz. 02717). De wettelijke interestvoet in sociale- en fiscale zaken wordt conform artikel 2, § 3, van vooroemde wet wettelijk vastgelegd op 7 percent.

## PROPOSITION DE LOI

### Article 1<sup>er</sup>

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

### Art. 2

Dans l'article 3 de la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le § 1<sup>er</sup> est inséré, entre les alinéas 2 et 3, un alinéa nouveau rédigé comme suit:

“La convention d'auteur conclue entre un auteur et un éditeur est, sauf preuve contraire, présumée être une convention d'édition au sens de la présente loi. La charge de la preuve contraire repose sur l'éditeur”;

2° dans le même § 1<sup>er</sup> est inséré, entre les alinéas 4 et 5, un alinéa nouveau rédigé comme suit:

“Toute clause contractuelle prévoyant une cession des rémunérations qui, conformément aux articles 55, 59, 60 et 61, 61bis, 61ter et 62, reviennent à l'auteur, est nulle”;

3° le § 2 est remplacé par ce qui suit:

“§ 2. La cession de droits patrimoniaux relatifs aux œuvres futures n'est pas autorisée. Toute clause contractuelle prévoyant une cession des œuvres futures est nulle”;

4° dans le § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots “, par dérogation aux §§ 1<sup>er</sup> et 2,” sont insérés entre le mot “peuvent” et les mots “être cédés”;

5° dans le § 3, alinéa 2, les mots “, par dérogation aux §§ 1<sup>er</sup> et 2,” sont insérés entre le mot “peuvent” et les mots “être cédés”;

6° l'article est complété par un § 4 rédigé comme suit:

“§ 4. Les clauses contractuelles contraires aux dispositions de la présente loi sont nulles de plein droit. Cette nullité est constatée d'office par le juge. La déclaration de nullité ne peut toutefois pas porter préjudice à l'auteur. L'éditeur est responsable des dommages causés par ses actes ou conventions nuls, et par ceux de ses préposés ou mandataires, au détriment de l'auteur ou de tiers.”.

## WETSVOORSTEL

### Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

### Art. 2

In artikel 3 van de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in § 1 wordt tussen het tweede en het derde lid een lid ingevoegd, luidende:

“De auteursovereenkomst tussen een auteur en een uitgever wordt, behoudens tegenbewijs, vermoed een uitgave-overeenkomst te zijn in de zin van deze wet. De bewijslast van het tegenbewijs ligt bij de uitgever.”;

2° in dezelfde § 1 wordt tussen het vierde en het vijfde lid een lid ingevoegd, luidende:

“Elk contractueel beding dat voorziet in een overdracht van de vergoedingen, welke overeenkomstig de artikelen 55, 59, 60 en 61, 61bis, 61ter en 62 de auteur toekomen, is nietig”;

3° § 2 wordt vervangen als volgt:

“§ 2. De overdracht van vermogensrechten betreffende toekomstige werken is niet toegelaten. Elk contractueel beding dat voorziet in een overdracht van de toekomstige werken is nietig.”;

4° in § 3, eerste lid, worden tussen de woorden “een statuut, kunnen” en de woorden “de vermogensrechten” de woorden “, in afwijking van de §§ 1 en 2,” ingevoegd;

5° in § 3, tweede lid, wordt tussen de woorden “een bestelling, kunnen” en de woorden “de vermogensrechten” de woorden “, in afwijking van de §§ 1 en 2,” ingevoegd;

6° het artikel wordt aangevuld met een § 4, luidende:

“§ 4. De contractuele bedingen die strijdig zijn met de bepalingen van deze wet zijn van rechtswege nietig. De nietigheid wordt ambtshalve door de rechter vastgesteld. De nietigverklaring kan de auteur evenwel geen nadeel berokkenen. De uitgever is aansprakelijk voor de schade veroorzaakt door zijn nietige handelingen of overeenkomsten en die van zijn aangestelden of lasthebbers, ten nadele van de auteur of van derden.”.

## Art. 3

Dans l'article 25 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées:

1° l'alinéa 1<sup>er</sup> est complété *in fine* par le membre de phrase “et le nombre d'exemplaires qui sont destinés à l'auteur lui-même”;

2° l'alinéa 2 est abrogé.

## Art. 4

Dans l'article 26, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, de la même loi, les modifications suivantes sont apportées:

1° le § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, est remplacé par les deux alinéas suivants:

“La propriété des droits patrimoniaux, ou d'une partie de ceux-ci, que l'auteur a cédés à l'éditeur revient de plein droit à l'auteur si ces droits, ou une partie de ceux-ci, n'ont pas été effectivement exploités dans un délai d'un an à compter de la date de conclusion du contrat d'édition, à moins que l'éditeur ne prouve, par lettre recommandée au plus tard trois mois avant l'expiration de ce délai, que cette non-exploitation est justifiée par une raison légale. Dans ce cas, le délai de cession des droits patrimoniaux, ou de la partie de ceux-ci, est prolongé pour les auteurs jusqu'à quinze mois au maximum après la conclusion du contrat d'édition.

La cession des droits patrimoniaux relatifs à une œuvre est limitée à une période de cinq ans au maximum. À l'issue de cette période, la propriété des droits cédés revient de plein droit à l'auteur. Au cours d'une période de six mois précédent l'expiration de la convention, les parties peuvent convenir par écrit de prolonger la durée de validité de la convention d'une période supplémentaire de cinq ans au maximum”;

2° dans le § 2, alinéa alinéa 1<sup>er</sup>, les mots “sauf convention contraire” sont supprimés.

## Art. 5

Dans l'article 28 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées:

1° entre les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 sont insérés les deux alinéas suivants:

## Art. 3

In artikel 25 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het eerste lid wordt *in fine* aangevuld met het zinsdeel “en hoeveel auteursexemplaren voor de auteur zelf bestemd zijn”;

2° het tweede lid wordt opgeheven.

## Art. 4

In artikel 26 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° § 1, derde lid, wordt vervangen door de volgende twee leden:

“De eigendom van de vermogensrechten, of een onderdeel daarvan, die de auteur aan de uitgever heeft overgedragen gaat van rechtswege terug over op de auteur wanneer die rechten, of een onderdeel daarvan, binnen één jaar na het sluiten van het uitgavecontract, niet effectief geëxploiteerd werden, tenzij de uitgever ten laatste drie maanden vóór het verstrijken van die termijn bij wege van aangetekend schrijven aantoon dat er daartoe een wettige reden is. In dit geval wordt de termijn van overdracht voor de auteurs van de vermogensrechten, of het betreffende onderdeel daarvan, verlengd tot maximum vijftien maanden na het sluiten van het uitgavecontract.

De overdracht van de vermogensrechten met betrekking tot een werk is beperkt tot een duur van maximum vijf jaar. Na die periode gaat de eigendom van de overgedragen rechten van rechtswege terug over op de auteur. Partijen kunnen gedurende een periode van zes maanden voorafgaandelijk aan het verstrijken van de overeenkomst schriftelijk overeenkomen de duur van de overeenkomst te verlengen voor een bijkomende periode van maximum vijf jaar”;

2° in § 2, eerste lid, worden de woorden “tenzij anders is bepaald” opgeheven.

## Art. 5

In artikel 28 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° tussen het eerste en het tweede lid worden de volgende twee leden ingevoegd:

“Le relevé visé à l’alinéa 1<sup>er</sup> contient au moins les données suivantes:

- le nombre d’exemplaires vendus;
- un calcul de la rémunération versée à l'auteur par mode d'exploitation;
- le chiffre d'affaires des ventes.

Le paiement de la rémunération à l'auteur a lieu au plus tard dans les trente jours suivant la fin de l'année civile de la première exploitation de l'œuvre. En cas de paiement tardif, un intérêt au moins égal au taux d'intérêt légal en matière civile est dû après mise en demeure par écrit. L'auteur a le droit de demander par écrit les pièces comptables de l'éditeur qui justifient le relevé. L'auteur peut céder ce droit de contrôle à une société de gestion de droits d'auteur qu'il a désignée”;

2° dans l’alinéa 2, qui devient l’alinéa 4, les mots „l’éditeur est dispensé de cette obligation” sont remplacés par les mots „l’éditeur est dispensé de l’obligation visée à l’alinéa 1<sup>er</sup>”.

#### Art. 6

Il est inséré dans la même loi un article 81/1 rédigé comme suit:

“Art. 81/1. Sont punis d'une amende de 26 à 500 euros les éditeurs, leurs préposés ou leurs mandataires qui enfreignent les dispositions de l'article 3 et des articles 25, 26 et 28 de la présente loi. L'employeur est civilement responsable du paiement des amendes auxquelles ses préposés ou ses mandataires sont condamnés.”

12 août 2010

“Het overzicht als bedoeld in het eerste lid bevat minstens de volgende gegevens:

- het aantal verkochte exemplaren;
- een berekening van de uitgekeerde vergoeding voor de auteur per exploitatiewijze;
- de uit de verkopen gerealiseerde omzet.

De betaling van de vergoeding aan de auteur geschiedt ten laatste binnen dertig dagen na het verloop van elk kalenderjaar vanaf de datum van de eerste exploitatie van het werk. In geval van laattijdige betaling is, na schriftelijke ingebrekestelling, een interest verschuldigd die minstens gelijk is aan de wettelijke interestvoet in burgerlijke zaken. De auteur heeft het recht om de boekhoudkundige stukken van de uitgever, die het overzicht staven, schriftelijk op te vragen. De auteur kan dit controlerecht overdragen aan een door hem aangeduid beheersvennootschap van auteursrechten.”;

2° in het tweede lid, dat het vierde lid wordt, worden de woorden „vervalt deze verplichting voor de uitgever,” vervangen door de woorden “vervalt de verplichting als bedoeld in het eerste lid voor de uitgever”.

#### Art. 6

In dezelfde wet wordt een artikel 81/1 ingevoegd, luidende:

“Art. 81/1. Worden gestraft met een geldboete van 26 tot 500 euro de uitgevers, hun aangestelden of lasthebbers, die de bepalingen van artikel 3 en de artikelen 25, 26 en 28 van deze wet overtreden. De werkgever is burgerlijk verantwoordelijk voor de betaling van de geldboeten waartoe zijn aangestelden of lasthebbers worden veroordeeld.”.

12 augustus 2010

Liesbeth VAN DER AUWERA (CD&V)  
Jef VAN DEN BERGH (CD&V)

**ANNEXE**

---

**BIJLAGE**

---

**TEXTE DE BASE****30 juin 1994****Loi relative au droit d'auteur et aux droits voisins**

Art. 3

§ 1. Les droits patrimoniaux sont mobiliers, cessibles et transmissibles, en tout ou en partie, conformément aux règles du Code civil. Ils peuvent notamment faire l'objet d'une aliénation ou d'une licence simple ou exclusive.

A l'égard de l'auteur, tous les contrats se prouvent par écrit.

Les dispositions contractuelles relatives au droit d'auteur et à ses modes d'exploitation sont de stricte interprétation. La cession de l'objet qui incorpore une oeuvre n'emporte pas le droit d'exploiter celle-ci; l'auteur aura accès à son oeuvre dans une mesure raisonnable pour l'exercice de ses droits patrimoniaux.

Pour chaque mode d'exploitation, la rémunération de l'auteur, l'étendue et la durée de la cession doivent être déterminées expressément.

Le cessionnaire est tenu d'assurer l'exploitation de l'oeuvre conformément aux usages honnêtes de la profession.

Nonobstant toute disposition contraire, la cession des droits concernant des formes d'exploitation encore inconnues est nulle.

**TEXTE DE BASE ADAPTÉ À LA PROPOSITION****30 juin 1994****Loi relative au droit d'auteur et aux droits voisins**

Art. 3

§ 1. Les droits patrimoniaux sont mobiliers, cessibles et transmissibles, en tout ou en partie, conformément aux règles du Code civil. Ils peuvent notamment faire l'objet d'une aliénation ou d'une licence simple ou exclusive.

A l'égard de l'auteur, tous les contrats se prouvent par écrit.

***La convention d'auteur conclue entre un auteur et un éditeur est, sauf preuve contraire, présumée être une convention d'édition au sens de la présente loi. La charge de la preuve contraire repose sur l'éditeur.<sup>1</sup>***

Les dispositions contractuelles relatives au droit d'auteur et à ses modes d'exploitation sont de stricte interprétation. La cession de l'objet qui incorpore une oeuvre n'emporte pas le droit d'exploiter celle-ci; l'auteur aura accès à son oeuvre dans une mesure raisonnable pour l'exercice de ses droits patrimoniaux.

Pour chaque mode d'exploitation, la rémunération de l'auteur, l'étendue et la durée de la cession doivent être déterminées expressément.

***Toute clause contractuelle prévoyant une cession des rémunérations qui, conformément aux articles 55, 59, 60 et 61, 61bis, 61ter et 62, reviennent à l'auteur, est nulle.<sup>2</sup>***

Le cessionnaire est tenu d'assurer l'exploitation de l'oeuvre conformément aux usages honnêtes de la profession.

Nonobstant toute disposition contraire, la cession des droits concernant des formes d'exploitation encore inconnues est nulle.

<sup>1</sup> Art. 2. 1°: insertion.

<sup>2</sup> Art. 2. 2°: insertion.

**BASISTEKST****30 juni 1994****Wet betreffende het auteursrecht en de naburige rechten**

Art. 3

§ 1. De vermogensrechten zijn roerende rechten die overgaan bij erfopvolging en vatbaar zijn voor gehele of gedeeltelijke overdracht, volgens de bepalingen van het Burgerlijk Wetboek. Zij kunnen onder meer worden vervreemd of in een gewone of exclusieve licentie worden ondergebracht.

Ten aanzien van de auteur worden alle contracten schriftelijk bewezen.

De contractuele bedingen met betrekking tot het auteursrecht en de exploitatiewijzen ervan moeten restrictief worden geïnterpreteerd. De overdracht van het voorwerp dat een werk omvat, leidt niet tot het recht om het werk te exploiteren; met het oog op de uitoefening van zijn vermogensrechten moet de auteur op een redelijke manier toegang tot zijn werk behouden.

Voor elke exploitatiewijze moeten de vergoeding voor de auteur, de reikwijdte en de duur van de overdracht uitdrukkelijk worden bepaald.

De verkrijger van het recht moet het werk overeenkomstig de eerlijke beroepsgebruiken exploiteren.

De overdracht van de rechten betreffende nog onbekende exploitatieregels is nietig, niettegenstaande enige daarmee strijdige bepaling.

**BASISTEKST AANGEPAST AAN HET VOORSTEL****30 juni 1994****Wet betreffende het auteursrecht en de naburige rechten**

Art. 3

§ 1. De vermogensrechten zijn roerende rechten die overgaan bij erfopvolging en vatbaar zijn voor gehele of gedeeltelijke overdracht, volgens de bepalingen van het Burgerlijk Wetboek. Zij kunnen onder meer worden vervreemd of in een gewone of exclusieve licentie worden ondergebracht.

Ten aanzien van de auteur worden alle contracten schriftelijk bewezen.

*De auteursovereenkomst tussen een auteur en een uitgever wordt, behoudens tegenbewijs, vermoed een uitgave-overeenkomst te zijn in de zin van deze wet. De bewijslast van het tegenbewijs ligt bij de uitgever<sup>1</sup>.*

De contractuele bedingen met betrekking tot het auteursrecht en de exploitatiewijzen ervan moeten restrictief worden geïnterpreteerd. De overdracht van het voorwerp dat een werk omvat, leidt niet tot het recht om het werk te exploiteren; met het oog op de uitoefening van zijn vermogensrechten moet de auteur op een redelijke manier toegang tot zijn werk behouden.

Voor elke exploitatiewijze moeten de vergoeding voor de auteur, de reikwijdte en de duur van de overdracht uitdrukkelijk worden bepaald.

*Elk contractueel beding dat voorziet in een overdracht van de vergoedingen, welke overeenkomstig de artikelen 55, 59, 60 en 61, 61bis, 61ter en 62 de auteur toekomen, is nietig.<sup>2</sup>*

De verkrijger van het recht moet het werk overeenkomstig de eerlijke beroepsgebruiken exploiteren.

De overdracht van de rechten betreffende nog onbekende exploitatieregels is nietig, niettegenstaande enige daarmee strijdige bepaling.

<sup>1</sup> Art. 2. 1°: invoeging.

<sup>2</sup> Art. 2. 2°: invoeging.

§ 2. La cession des droits patrimoniaux relatifs à des œuvres futures n'est valable que pour un temps limité et pour autant que les genres des œuvres sur lesquelles porte la cession soient déterminés.

§ 3. Lorsque des œuvres sont créées par un auteur en exécution d'un contrat de travail ou d'un statut, les droits patrimoniaux peuvent être cédés à l'employeur pour autant que la cession des droits soit expressément prévue et que la création de l'œuvre entre dans le champ du contrat ou du statut.

Lorsque des œuvres sont créées par un auteur en exécution d'un contrat de commande, les droits patrimoniaux peuvent être cédés à celui qui a passé la commande pour autant que l'activité de ce dernier relève de l'industrie non culturelle ou de la publicité, que l'œuvre soit destinée à cette activité et que la cession des droits soit expressément prévue.

Dans ces cas, le § 1<sup>er</sup>, alinéas 4 à 6, et le § 2 ne s'appliquent pas.

La clause qui confère au cessionnaire d'un droit d'auteur le droit d'exploiter l'œuvre sous une forme inconnue à la date du contrat ou de l'engagement sous statut doit être expresse et stipuler une participation au profit généré par cette exploitation.

Des accords collectifs peuvent déterminer l'étendue et les modalités du transfert.

**§ 2. La cession de droits patrimoniaux relatifs aux œuvres futures n'est pas autorisée. Toute clause contractuelle prévoyant une cession des œuvres futures est nulle.<sup>3</sup>**

§ 3. Lorsque des œuvres sont créées par un auteur en exécution d'un contrat de travail ou d'un statut, les droits patrimoniaux peuvent **par dérogation aux §§ 1<sup>er</sup> et 2,<sup>4</sup>** être cédés à l'employeur pour autant que la cession des droits soit expressément prévue et que la création de l'œuvre entre dans le champ du contrat ou du statut.

Lorsque des œuvres sont créées par un auteur en exécution d'un contrat de commande, les droits patrimoniaux peuvent **par dérogation aux §§ 1<sup>er</sup> et 2,<sup>5</sup>** être cédés à celui qui a passé la commande pour autant que l'activité de ce dernier relève de l'industrie non culturelle ou de la publicité, que l'œuvre soit destinée à cette activité et que la cession des droits soit expressément prévue.

Dans ces cas, le § 1<sup>er</sup>, alinéas 4 à 6, et le § 2 ne s'appliquent pas.

La clause qui confère au cessionnaire d'un droit d'auteur le droit d'exploiter l'œuvre sous une forme inconnue à la date du contrat ou de l'engagement sous statut doit être expresse et stipuler une participation au profit généré par cette exploitation.

Des accords collectifs peuvent déterminer l'étendue et les modalités du transfert.

**§ 4. Les clauses contractuelles contraires aux dispositions de la présente loi sont nulles de plein droit. Cette nullité est constatée d'office par le juge. La déclaration de nullité ne peut toutefois pas porter préjudice à l'auteur. L'éditeur est responsable des dommages causés par ses actes ou conventions nuls, et par ceux de ses préposés ou mandataires, au détriment de l'auteur ou de tiers.<sup>6</sup>**

<sup>3</sup> Art. 2. 3<sup>o</sup>: remplacement.

<sup>4</sup> Art. 2. 4<sup>o</sup>: insertion.

<sup>5</sup> Art. 2. 5<sup>o</sup>: insertion.

<sup>6</sup> Art. 2. 6<sup>o</sup>: ajout.

§ 2. De overdracht van de vermogensrechten betreffende toekomstige werken geldt slechts voor een beperkte tijd en voor zover het genre van de werken waarop de overdracht betrekking heeft, bepaald is.

§ 3. Wanneer een auteur werken tot stand brengt ter uitvoering van een arbeidsovereenkomst of een statuut, kunnen de vermogensrechten worden overgedragen aan de werkgever voor zover uitdrukkelijk in die overdracht van rechten is voorzien en voor zover de creatie van het werk binnen het toepassingsgebied van de overeenkomst of het statuut valt.

Wanneer een auteur werken tot stand brengt ter uitvoering van een bestelling, kunnen de vermogensrechten worden overgedragen aan degene die de bestelling heeft geplaatst voor zover deze laatste een activiteit uitoefent in de niet-culturele sector of in de reclame-wereld, voor zover het werk bestemd is voor die activiteit en uitdrukkelijk in die overdracht van rechten is voorzien.

In die gevallen zijn § 1, vierde tot zesde lid, en § 2 niet van toepassing.

Het beding waarbij aan de verkrijger van een auteursrecht het recht wordt toegekend om het werk te exploiteren in een vorm die onbekend is op de datum van de arbeidsovereenkomst of van de aanwerving onder statuut, moet uitdrukkelijk zijn en bepalen dat daaraan een aandeel gekoppeld is in de door die exploitatie gemaakte winst.

De strekking van die overdracht en de wijze waarop ze plaatsvindt, kunnen bij collectieve overeenkomst worden bepaald.

**§ 2. De overdracht van vermogensrechten betreffende toekomstige werken is niet toegelaten. Elk contractueel beding dat voorziet in een overdracht van de toekomstige werken is nietig.<sup>3</sup>**

§ 3. Wanneer een auteur werken tot stand brengt ter uitvoering van een arbeidsovereenkomst of een statuut, kunnen **in afwijking van de §§ 1 en 2**,<sup>4</sup> de vermogensrechten worden overgedragen aan de werkgever voor zover uitdrukkelijk in die overdracht van rechten is voorzien en voor zover de creatie van het werk binnen het toepassingsgebied van de overeenkomst of het statuut valt.

Wanneer een auteur werken tot stand brengt ter uitvoering van een bestelling, kunnen **in afwijking van de §§ 1 en 2**,<sup>5</sup> de vermogensrechten worden overgedragen aan degene die de bestelling heeft geplaatst voor zover deze laatste een activiteit uitoefent in de niet-culturele sector of in de reclame-wereld, voor zover het werk bestemd is voor die activiteit en uitdrukkelijk in die overdracht van rechten is voorzien.

In die gevallen zijn § 1, vierde tot zesde lid, en § 2 niet van toepassing.

Het beding waarbij aan de verkrijger van een auteursrecht het recht wordt toegekend om het werk te exploiteren in een vorm die onbekend is op de datum van de arbeidsovereenkomst of van de aanwerving onder statuut, moet uitdrukkelijk zijn en bepalen dat daaraan een aandeel gekoppeld is in de door die exploitatie gemaakte winst.

De strekking van die overdracht en de wijze waarop ze plaatsvindt, kunnen bij collectieve overeenkomst worden bepaald.

**§ 4. De contractuele bedingen die strijdig zijn met de bepalingen van deze wet zijn van rechtswege nietig. De nietigheid wordt ambtshalve door de rechter vastgesteld. De nietigverklaring kan de auteur evenwel geen nadeel berokkenen. De uitgever is aansprakelijk voor de schade veroorzaakt door zijn nietige handelingen of overeenkomsten en die van zijn aangestelden of lasthebbers, ten nadele van de auteur of van derden.<sup>6</sup>**

<sup>3</sup> Art. 2. 3°: vervanging.

<sup>4</sup> Art. 2. 4°: invoeging.

<sup>5</sup> Art. 2. 5°: invoeging.

<sup>6</sup> Art. 2. 6°: aanvulling.

## Art. 25

Le contrat d'édition doit indiquer le nombre minimum d'exemplaires constituant le premier tirage.

Toutefois, cette obligation ne s'applique pas au contrat prévoyant un minimum garanti de droits d'auteur à charge de l'éditeur.

## Art. 26

§ 1. L'éditeur doit produire ou faire produire les exemplaires de l'oeuvre dans le délai convenu.

À défaut d'avoir été fixé par contrat, ce délai sera déterminé conformément aux usages honnêtes de la profession.

Si l'éditeur ne satisfait pas à son obligation dans les délais définis ci-avant sans pouvoir justifier d'une excuse légitime, l'auteur pourra reprendre ses droits cédés, après une mise en demeure, adressée par pli recommandé à la poste avec accusé de réception, et restée sans effet pendant six mois.

## Art. 25

Le contrat d'édition doit indiquer le nombre minimum d'exemplaires constituant le premier tirage ***et le nombre d'exemplaires qui sont destinés à l'auteur lui-même***<sup>7</sup>.

[...]<sup>8</sup>

## Art. 26

§ 1. L'éditeur doit produire ou faire produire les exemplaires de l'oeuvre dans le délai convenu.

À défaut d'avoir été fixé par contrat, ce délai sera déterminé conformément aux usages honnêtes de la profession.

*La propriété des droits patrimoniaux, ou d'une partie de ceux-ci, que l'auteur a cédés à l'éditeur revient de plein droit à l'auteur si ces droits, ou une partie de ceux-ci, n'ont pas été effectivement exploités dans un délai d'un an à compter de la date de conclusion du contrat d'édition, à moins que l'éditeur ne prouve, par lettre recommandée au plus tard trois mois avant l'expiration de ce délai, que cette non-exploitation est justifiée par une raison légale. Dans ce cas, le délai de cession des droits patrimoniaux, ou de la partie de ceux-ci, est prolongé pour les auteurs jusqu'à quinze mois au maximum après la conclusion du contrat d'édition.*

*La cession des droits patrimoniaux relatifs à une œuvre est limitée à une période de cinq ans au maximum. À l'issue de cette période, la propriété des droits cédés revient de plein droit à l'auteur. Au cours d'une période de six mois précédent l'expiration de la convention, les parties peuvent convenir par écrit de prolonger la durée de validité de la convention d'une période supplémentaire de cinq ans au maximum.<sup>9</sup>*

§ 2. L'éditeur s'engage à verser, sauf convention contraire, à l'auteur une rémunération proportionnelle aux recettes brutes.

§ 2. L'éditeur s'engage à verser, (...)<sup>10</sup>, à l'auteur une rémunération proportionnelle aux recettes brutes.

<sup>7</sup> Art. 3. 1°: ajout.

<sup>8</sup> Art. 3. 2°: abrogation.

<sup>9</sup> Art. 4. 1°: remplacement.

<sup>10</sup> Art. 4. 2°: suppression.

## Art. 25

Het uitgavecontract moet bepalen uit hoeveel exemplaren de eerste oplage minimum zal bestaan.

Deze verplichting geldt evenwel niet voor het contract waarin bedoeling is dat een gewaarborgd minimum van auteursrechten ten laste komt van de uitgever.

## Art. 26

§ 1. De uitgever moet de exemplaren van het werk binnen de overeengekomen termijn produceren of laten produceren.

Is in het contract die termijn niet vastgesteld, dan wordt die bepaald overeenkomstig de eerlijke beroepsgebruiken.

Indien de uitgever zijn verplichting niet nakomt binnen de hierboven gestelde termijnen en daarvoor geen wettige reden van verschoning heeft, kan de auteur zijn overgedragen rechten terugnemen, indien binnen zes maanden geen gevolg is gegeven aan een ingebrekestelling die bij ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs is opgestuurd.

§ 2. De uitgever verbindt zich ertoe, tenzij anders is bepaald, aan de auteur een vergoeding uit te keren die in verhouding staat tot de bruto-ontvangsten.

## Art. 25

Het uitgavecontract moet bepalen uit hoeveel exemplaren de eerste oplage minimum zal bestaan **en hoeveel auteursexemplaren voor de auteur zelf bestemd zijn<sup>7</sup>.**

[...]<sup>8</sup>

## Art. 26

§ 1. De uitgever moet de exemplaren van het werk binnen de overeengekomen termijn produceren of laten produceren.

Is in het contract die termijn niet vastgesteld, dan wordt die bepaald overeenkomstig de eerlijke beroepsgebruiken.

*De eigendom van de vermogensrechten, of een onderdeel daarvan, die de auteur aan de uitgever heeft overgedragen gaat van rechtswege terug over op de auteur wanneer die rechten, of een onderdeel daarvan, binnen één jaar na het sluiten van het uitgavecontract, niet effectief geëxploiteerd werden, tenzij de uitgever ten laatste drie maanden vóór het verstrijken van die termijn bij wege van aangetekend schrijven aantoont dat er daartoe een wettige reden is. In dit geval wordt de termijn van overdracht voor de auteurs van de vermogensrechten, of het betreffende onderdeel daarvan, verlengd tot maximum vijftien maanden na het sluiten van het uitgavecontract.*

*De overdracht van de vermogensrechten met betrekking tot een werk is beperkt tot een duur van maximum vijf jaar. Na die periode gaat de eigendom van de overgedragen rechten van rechtswege terug over op de auteur. Partijen kunnen gedurende een periode van zes maanden voorafgaandelijk aan het verstrijken van de overeenkomst schriftelijk overeenkomen de duur van de overeenkomst te verlengen voor een bijkomende periode van maximum vijf jaar.<sup>9</sup>*

§ 2. De uitgever verbindt zich ertoe, (...)<sup>10</sup>, aan de auteur een vergoeding uit te keren die in verhouding staat tot de bruto-ontvangsten.

<sup>7</sup> Art. 3. 1°: invoeging.

<sup>8</sup> Art. 3. 2°: opheffing.

<sup>9</sup> Art. 4. 1°: vervanging.

<sup>10</sup> Art. 4. 2°: opheffing.

Si l'auteur a cédé à l'éditeur les droits d'édition à de telles conditions que, compte tenu du succès de l'oeuvre, la rémunération forfaitaire convenue se trouve manifestement disproportionnée par rapport au profit tiré de l'exploitation de celle-ci, l'éditeur est tenu, à la demande de l'auteur, de consentir une modification de la rémunération pour accorder à l'auteur une participation équitable au profit. L'auteur ne peut renoncer anticipativement au bénéfice de ce droit.

§ 3. L'éditeur ne peut céder son contrat sans l'assentiment du titulaire du droit d'auteur, sauf en cas de cession concomitante de tout ou partie de son entreprise.

#### Art. 28

Nonobstant toute convention contraire, l'éditeur fera parvenir à l'auteur, au moins une fois l'an, un relevé des ventes, des recettes et des cessions réalisées selon chaque mode d'exploitation.

Si l'auteur a cédé à l'éditeur les droits d'édition à de telles conditions que, compte tenu du succès de l'oeuvre, la rémunération forfaitaire convenue se trouve manifestement disproportionnée par rapport au profit tiré de l'exploitation de celle-ci, l'éditeur est tenu, à la demande de l'auteur, de consentir une modification de la rémunération pour accorder à l'auteur une participation équitable au profit. L'auteur ne peut renoncer anticipativement au bénéfice de ce droit.

§ 3. L'éditeur ne peut céder son contrat sans l'assentiment du titulaire du droit d'auteur, sauf en cas de cession concomitante de tout ou partie de son entreprise.

#### Art. 28

Nonobstant toute convention contraire, l'éditeur fera parvenir à l'auteur, au moins une fois l'an, un relevé des ventes, des recettes et des cessions réalisées selon chaque mode d'exploitation.

***Le relevé visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> contient au moins les données suivantes:***

- ***le nombre d'exemplaires vendus;***
- ***un calcul de la rémunération versée à l'auteur par mode d'exploitation;***
- ***le chiffre d'affaires des ventes.***

***Le paiement de la rémunération à l'auteur a lieu au plus tard dans les trente jours suivant la fin de l'année civile de la première exploitation de l'œuvre. En cas de paiement tardif, un intérêt au moins égal au taux d'intérêt légal en matière civile est dû après mise en demeure par écrit. L'auteur a le droit de demander par écrit les pièces comptables de l'éditeur qui justifient le relevé. L'auteur peut céder ce droit de contrôle à une société de gestion de droits d'auteur qu'il a désignée.<sup>11</sup>***

Sauf en cas de réédition, l'éditeur est dispensé de cette obligation si l'ouvrage n'est pas exploité, de quelque manière que ce soit, pendant cinq années consécutives.

Sauf en cas de réédition, ***l'éditeur est dispensé de l'obligation visée à l'alinéa 1<sup>er</sup><sup>12</sup>*** si l'ouvrage n'est pas exploité, de quelque manière que ce soit, pendant cinq années consécutives.

<sup>11</sup> Art. 5. 1°: insertion.

<sup>12</sup> Art. 5. 2°: remplacement.

Indien de auteur de uitgaverechten aan de uitgever heeft overgedragen op zodanige voorwaarden dat, gelet op het succes van het werk, de bedongen forfaitaire vergoeding kennelijk niet evenredig is aan de winst bij de exploitatie van dat werk, moet de uitgever, op verzoek van de auteur, de vergoeding wijzigen teneinde hem op billijke wijze te laten delen in de winst. De auteur kan vooraf geen afstand doen van dat recht.

§ 3. De uitgever kan zijn contract niet overdragen zonder instemming van de auteursrechthebbende, tenzij hij tegelijkertijd zijn bedrijf geheel of gedeeltelijk overdraagt.

#### Art. 28

Niettegenstaande enige daarmee strijdige overeenkomst bezorgt de uitgever, ten minste eenmaal per jaar, aan de auteur een overzicht van hetgeen hij voor elke wijze van exploitatie heeft verkocht, ontvangen en overdragen.

Indien de auteur de uitgaverechten aan de uitgever heeft overgedragen op zodanige voorwaarden dat, gelet op het succes van het werk, de bedongen forfaitaire vergoeding kennelijk niet evenredig is aan de winst bij de exploitatie van dat werk, moet de uitgever, op verzoek van de auteur, de vergoeding wijzigen teneinde hem op billijke wijze te laten delen in de winst. De auteur kan vooraf geen afstand doen van dat recht.

§ 3. De uitgever kan zijn contract niet overdragen zonder instemming van de auteursrechthebbende, tenzij hij tegelijkertijd zijn bedrijf geheel of gedeeltelijk overdraagt.

#### Art. 28

Niettegenstaande enige daarmee strijdige overeenkomst bezorgt de uitgever, ten minste eenmaal per jaar, aan de auteur een overzicht van hetgeen hij voor elke wijze van exploitatie heeft verkocht, ontvangen en overdragen.

***Het overzicht als bedoeld in het eerste lid bevat minstens de volgende gegevens:***

- ***het aantal verkochte exemplaren;***
- ***een berekening van de uitgekeerde vergoeding voor de auteur per exploitatiewijze;***
- ***de uit de verkopen gerealiseerde omzet.***

***De betaling van de vergoeding aan de auteur geschiedt ten laatste binnen dertig dagen na het verloop van elk kalenderjaar vanaf de datum van de eerste exploitatie van het werk. In geval van laatijdige betaling is, na schriftelijke ingebrekestelling, een interest verschuldigd die minstens gelijk is aan de wettelijke interestvoet in burgerlijke zaken. De auteur heeft het recht om de boekhoudkundige stukken van de uitgever, die het overzicht staven, schriftelijk op te vragen. De auteur kan dit controlesrecht overdragen aan een door hem aangeduide beheersvennootschap van auteursrechten.<sup>11</sup>***

Behoudens in geval van wederuitgave, vervalt deze verplichting voor de uitgever, indien het werk gedurende vijf opeenvolgende jaren op een enkele wijze wordt geëxploiteerd.

Behoudens in geval van wederuitgave, ***vervalt de verplichting als bedoeld in het eerste lid voor de uitgever<sup>12</sup>***, indien het werk gedurende vijf opeenvolgende jaren op een enkele wijze wordt geëxploiteerd.

<sup>11</sup> Art. 5. 1°: invoeging.

<sup>12</sup> Art. 5. 2°: vervanging.